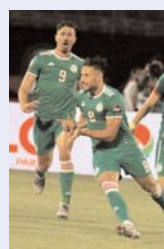


# La crise ne décourage pas les partenaires étrangers

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE



A J-2 du match face au Sénégal

## Belmadi insiste sur la récupération

Page 23

Vot<sup>r</sup>e quotidien national

Quatorzième année - N° 4833 - Mercredi 17 juillet 2019 - Prix : 10 DA

Sensibilisation aux accidents de la route pour cet été

## «Ne gâchez pas les vacances de vos enfants par votre imprudence»

Page 2

### Kim Darroch indésirable aux Etats-Unis

Par Mohamed Habili

**K**im Darroch, pour ceux qui ne le connaissent pas encore, est l'ambassadeur britannique forcé dernièrement à la démission suite à la publication dans un journal londonien de certains de ses messages secrets envoyés à son gouvernement, et dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils comportaient des remarques blessantes pour le président américain. Toutefois, ce n'est pas son opinion personnelle sur Donald Trump qui retiendra notre attention ici, pas plus du reste celle de Trump sur lui, mais plutôt la façon dont il s'est expliqué sous le sceau du secret sur le retrait américain de l'accord de Vienne relatif au programme nucléaire iranien. Pour lui, si Trump a dénoncé l'accord de 2015, ce ne serait pour aucune des raisons avancées publiquement par lui, mais uniquement parce que cet accord avait été négocié et conclu par Barack Obama, dont il constituait d'ailleurs la principale réalisation sur le plan international. S'il faut en croire l'ambassadeur de Sa Majesté, ce même accord mais qui aurait vu le jour sous un autre président, il y a des chances pour qu'il soit encore en vigueur à l'heure qu'il est. Soit dit en passant : cette opinion n'est pas propre à l'ambassadeur, elle est au contraire monnaie courante, et nulle part ailleurs plus qu'aux Etats-Unis. Sans préjuger du désir de Trump de se comparer sans cesse à son prédécesseur, ou de se faire un devoir de faire en toute chose mieux que lui, le fait est que cette pseudo analyse ne résiste pas à l'examen le plus rapide.

Suite en page 3

Pour leur 21<sup>e</sup> manifestation à Alger

# Les étudiants maintiennent la pression

- Béjaïa/La communauté estudiantine toujours en force pacifique



Ph/E. Soraya/L. A.

La communauté estudiantine s'est mobilisée pour le 21<sup>e</sup> mardi consécutif afin de maintenir la pression et pour exiger le départ des symboles du système. Lire page 2

Tomate industrielle

## Jumelage entre les chambres d'agriculture d'El Tarf et de Tamanrasset

Page 4

«Ya Ghezali» de Yacine El Bahi

## Un hymne à l'amour et la fraternité

Page 13

Pour leur 21<sup>e</sup> manifestation à Alger

# Les étudiants maintiennent la pression

■ La communauté estudiantine s'est mobilisée pour le 21<sup>e</sup> mardi consécutif afin de maintenir la pression et pour exiger le départ des symboles du système.



Par Louiza Ait Ramdane

La mobilisation des étudiants ne connaît pas de fléchissement. Ils ont organisé hier à Alger, des manifestations pour le 21<sup>e</sup> mardi consécutif. Les étudiants se sont donné un rendez-vous comme chaque mardi à la place des Martyrs, point de départ de la manifestation. En raison de la fermeture par la police de la Grande Poste et tunnel des facultés, les étudiants ont sillonné les principales rues menant à Alger centre, en scandant «Jazair Horra démocratia» (Algérie libre et démocratique). En effet, les étudiants ont emprunté la rue Ben M'hidi, pour se retrouver au boulevard Amirouche et sortir par la rue Richelieu et accéder enfin à la place Audin. Ce sont les seuls chemins tolérés par la police. Car les forces anti-émeutes ont occupé et bloqué le tunnel des Facultés et dressé des cordons de sécurité aux entrées princi-

pales comme Asselah Hocine, Zighout Youcef, Hassiba Ben Bouali, le tunnel des Facultés, l'avenue Pasteur.

Drapeaux, banderoles et pancartes en mains, ils ont marché massivement de la place des Martyrs vers la place Audin en clamant dans les rues d'Alger une «Algérie libre et démocratique». Ils ont également scandé : «Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au départ de la bande», chantaient les manifestants, «La souveraineté au peuple» et «Algérie libre et démocratique». Aussi, les étudiants ont entonné l'hymne national et bien d'autres chansons patriotiques. Les étudiants ont scandé aussi des slogans pour la libération des manifestants du hirak, placés sous mandat de dépôt pour avoir brandi des drapeaux berbères. Ils ont appelé, entre autres, à la libération de l'ancien moudjahid Lakhdar Bouragaa, placé en détention provisoire par la police et

accusé de porter atteinte au moral de l'armée. «Libérez les détenus de l'opinion et le moudjahid Bouragaa», «Nous voulons une justice libre». Les étudiants ont également appelé à la mise en place d'un Etat démocratique et libre. Outre les revendications habituelles pour le départ de tous les symboles de l'ancien régime, les étudiants ont brandi plusieurs banderoles sur lesquelles il était écrit notamment : «la souveraineté au peuple» et «Algérie libre et démocratique», «Pas d'élection avec la bande». Aussi, les manifestants ont entonné l'hymne national et bien d'autres chansons patriotiques.

Ils étaient moins nombreux à cette marche de protestation en raison de la fermeture des cités universitaires, empêchant ainsi les étudiants de l'intérieur du pays d'y participer. Mais, ils étaient rejoints par des citoyens de tout âge qui étaient parmi la foule de manifestants pour réclamer pour la énième fois le chan-

gement.

«Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au départ de la bande», chantaient les manifestants qui soulignent que la mobilisation pacifique se poursuivra jusqu'au départ du système.

Comme à l'accoutumée, dès les premières heures de la matinée, la capitale a été quadrillée par la police. Malgré un dispositif policier impressionnant déployé entre la place des Martyrs et la Grande Poste, la marche des étudiants s'est déroulée sans aucun dépassement jusqu'au dispersement des étudiants. Selon quelques témoignages, les étudiants affirment qu'ils continueront leur mouvement de protestation durant toute la saison estivale.

Vers 12h30, les manifestants se rassemblent devant la Grande Poste ensuite ils se sont dispersés dans le calme. Comme à Alger, les étudiants sont sortis dans plusieurs wilayas pour réclamer le changement.

L. A. R.

## Béjaïa

# La communauté estudiantine toujours en force pacifique

Encore et toujours, des milliers d'étudiantes et étudiants de l'université de Béjaïa ont manifesté comme chaque mardi pour demander instamment et de manière claire et déterminée le changement radical du régime politique et le départ du personnel ayant été à l'origine de la faillite du pays. Les étudiants ont été accompagnés comme de coutume dans leur marche par les enseignants, le personnel de l'université et des œuvres universitaires. Les manifestants ont scandé, comme de coutume, des slogans hostiles au pouvoir et aux décideurs. Des pancartes et banderoles ont été déployées avec des slo-

gans et revendications dont l'instauration d'un Etat civil, d'une deuxième république ou une république nouvelle, un Etat de droit, une transition démocratique ou une étape qui consacre le processus de changement démocratique pacifique. Les manifestants ont fièrement arboré aussi l'emblème identitaire et l'emblème national réaffirmant leur attachement à l'unité nationale. La communauté universitaire n'a pas oublié les détenus dont elle a instamment et résolument exigé la libération immédiate et sans conditions. «Pouvoir assassin», «Ulac smah Ulac», «Anedou anedou alam Yeghli Udavu», «Libérez les détenus», «Libérez la justice», «Libérez

l'Algérie», autant de slogans scandés à gorges déployées sur tout le parcours de la marche où la foule a marqué une halte devant le Palais de justice pour exiger la libération des détenus d'opinion et détenus politiques. La foule s'en est pris aussi aux partis du pouvoir dont le FLN, le RND considérés comme les partis à l'origine de la faillite que connaît le pays. Enfin les étudiants n'ont pas encore dit leur dernier mot. Ils continuent à sortir en masse en dépit de la période de vacances d'été et la montée du mercure qui perdure dans la région depuis plusieurs semaines.

H. C.

Sensibilisation aux accidents de la route pour cet été

## «Ne gâchez pas les vacances de vos enfants par votre imprudence»

CHAQUE ANNÉE durant la saison estivale, le nombre des accidents de la route grimpe considérablement, notamment dans les wilayas côtières. Afin de persuader les estivants de faire plus attention derrière le volant, une campagne de sensibilisation a été lancée sous le slogan «Ne gâchez pas les vacances de vos enfants par votre imprudence».

Souvent les vacances d'été se transforment en drame. En effet, imprudents derrière leurs volants, les conducteurs mettent leurs vies ainsi que celle de leurs enfants en danger. A Alger, à l'image des autres wilayas côtières que compte notre pays, la circulation s'aggrave durant l'été en raison des déplacements abondants des estivants et le rush sur les plages et autres lieux de détente et de loisirs. Ce rush donne lieu à des embouteillages monstres et des accidents mortels. Afin de persuader les estivants et citoyens de faire plus attention derrière de volant, une campagne de sensibilisation aux accidents de la route durant la saison estivale, organisée par le Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPSR), en coordination avec le Groupe Sonatrach, a été lancée à Alger. La caravane de sensibilisation sillonnait plusieurs wilayas côtières à partir du 15 juillet en cours jusqu'au 30 août prochain.

Dans ce contexte, le directeur général par intérim du Centre national de prévention et de sécurité routière, Lahcen Boubeka, a fait savoir, à l'occasion du lancement de cette campagne, que cette caravane, organisée sous le slogan «Ne gâchez pas les vacances de vos enfants par votre imprudence», a pour objectif de «sensibiliser et de promouvoir la sécurité routière auprès des usagers de la route, notamment lors de la saison estivale qui connaît une hausse du nombre des accidents, à cause des nombreux déplacements des citoyens vers les régions côtières pour passer leurs vacances». La caravane sillonna plusieurs wilayas, notamment Alger, Boumerdès et Béjaïa, avant d'arriver à Skikda puis à Mostaganem. Pour la réussite de cette initiative, tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés, outre l'organisation de trois ateliers au niveau du Centre international des Scouts musulmans algériens (SMA) à Sidi Fredj -Alger, au profit des enfants et des adolescents. Avancé le bilan des accidents de la route survenus lors des 5 premiers mois de l'année en cours, le Centre national de prévention et de sécurité routière a indiqué que «selon nos statistiques, les accidents de la route ont connu, lors des 5 premiers mois de 2019, une hausse de 3,14% au niveau national par rapport à l'année précédente, soit 1 281 morts et 12 914 blessés dans 9 422 accidents de la route», un bilan qui, selon ce Centre, est alarmant, dus essentiellement au facteur humain. «Près de 96% des accidents de la circulation routière sont dus au facteur humain selon nos bilans». Le facteur humain est ainsi la première cause des accidents de la route, suivi de l'état du véhicule et de l'état de l'infrastructure routière et des conditions atmosphériques, précise la même source. Concernant le facteur humain, l'excès de vitesse représente ainsi la plus grande cause des accidents suivi de l'inattention du conducteur dans les quartiers et des dépassements dangereux, conclura le Centre national de prévention et de sécurité routière.

Thinhinene Kouchi

## Hydrocarbures

# La crise ne décourage pas les partenaires étrangers

■ En dépit de la persistance de la volatilité des prix de l'or noir, et malgré le maintien du mouvement populaire pour un changement dans le pays, les partenaires étrangers de Sonatrach ne se démobilisent pas et l'Algérie continue donc à susciter autant d'intérêt en la matière.

Par Lynda Naili

Les compagnies étrangères continuent à accorder un intérêt particulier au marché algérien des hydrocarbures, désavouant ainsi les «analyses» misant sur un «désinvestissement» imminent dans ce secteur en réaction à la situation politique du pays. En situant le partenariat et le respect des engagements au cœur de sa stratégie de développement énergétique, l'Algérie a su conserver ses clients traditionnels et en attirer de nouveaux même durant les périodes qu'elle a eu à traverser. Les mois ayant suivi le 22 février, date du soulèvement populaire pacifique pour la démocratie et le changement du régime, ont enregistré la signature de plusieurs contrats de grande envergure entre l'Algérie et des pays partenaires. Ces accords portant notamment sur la fourniture de gaz naturel liquéfié, sur de longues durées, constituent une preuve supplémentaire de l'efficacité de la stratégie énergétique de l'Algérie et de l'intérêt suscité par son marché en général et celui des hydrocarbures en particulier. Cela a été clairement exprimé par le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, qui avait déclaré dans un entretien à l'APS qu'en dépit de la crise politique en Algérie, les projets en cours dans le domaine de l'énergie continuaient de fonctionner normalement, précisant qu'«aucun désengagement» des partenaires de l'Algérie n'a été enregistré. Parmi les partenaires traditionnels, figure l'Italie, un pays européen qui ne cesse de réaffirmer son attachement à promouvoir davantage sa coopération avec l'Algérie notamment dans le domaine de l'énergie. C'est dans cette perspective que le 16 mai dernier, un accord a été signé entre le groupe Sonatrach et l'italien ENI pour le renouvellement de leur contrat vente/achat de gaz naturel à long terme destiné au marché italien, et pour définir les nouvelles conditions pour la poursuite du partenariat relatif à l'exploitation du système de transport TMPC. Tout récem-



PH.D.R.

ment encore, Sonatrach et le groupe italien Eni ont également exprimé leur volonté d'accélérer le développement de leurs nouveaux projets pétroliers et gaziers dans la région Berkine Nord, située dans le sud algérien. Plus d'un mois après, le 26 juin dernier, Sonatrach avait, par ailleurs, signé un accord avec le groupe énergétique italien "Ente nazionale per l'energia elettrica" (ENEL) pour le renouvellement de leur contrat de vente/achat de gaz naturel pour une durée de dix ans. Etalé sur huit ans avec deux ans supplémentaires optionnels, ce contrat assure à l'Italie un approvisionnement en gaz naturel algérien à raison de 3 milliards de m<sup>3</sup> par an. Les deux parties avaient alors considéré que la signature de ces accords constitue une franche reconnaissance de la «fiabilité» de l'Algérie en tant que fournisseur de gaz à l'Europe du Sud. Un autre pays européen, le Portugal, veut lui aussi préserver sa place de «partenaire stratégique» de l'Algérie. Cette volonté s'est traduite par la signature, en juin dernier, d'une série d'accords entre Sonatrach et la Société pétrolière et gazière portugaise Galp Energia relatifs à l'approvisionnement en gaz naturel algérien du marché portugais pour un volume de 2,5 milliards m<sup>3</sup> par an. En vertu de

ces accords, la compagnie nationale des hydrocarbures et le portugais, Galp, prolongent d'une durée de 10 années supplémentaires leur partenariat historique. De leur côté, les Etats-Unis, en phase de passer d'un statut de consommateur à celui d'exportateur, désirent renforcer leur coopération économique avec l'Algérie notamment dans le secteur de l'énergie. En effet, le groupe américain KBR avait signé, le 22 mai dernier avec Sonatrach et Cepsa un contrat pour le réaménagement du champ Rhoud el Khrouf (RKF), au sud-ouest de Hassi Messaoud. Le contrat en question porte sur la fourniture d'ingénierie de base (BED) et d'ingénierie d'avant-projet détaillé (FEED). Dans ce même sens, la visite en Algérie d'un haut responsable de l'Agence américaine du commerce et du développement (USTDA), en juin dernier, s'inscrit dans les efforts des Etats-Unis pour «nouer des partenariats avec des Algériens dans le domaine du développement économique».

C'est le directeur régional du secteur de l'Energie de l'USTDA pour l'Asie orientale, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Eurasie, Carl B. Kress qui s'était rendu Alger du 26 au 28 juin 2019, pour y rencontrer notamment les P-dg des

groupes Sonatrach et Sonegaz, avait fait savoir l'ambassade des Etats-Unis en Algérie dans un communiqué. De nombreux autres pays comme la France et l'Espagne ont, eux aussi, fait part de leur «volonté indéfectible» d'œuvrer à développer un partenariat pragmatique avec l'Algérie dans le secteur de l'énergie et pas seulement. Lors d'un entretien, en mai dernier, entre le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab et le P-DG du groupe français Total, Patrick Pouyanné, que cette volonté a été mise en évidence. Les deux parties avaient notamment abordé les projets futurs à réaliser en Algérie dans le Onshore, le Offshore, les énergies renouvelables et la pétrochimie. De plus, le ministre de l'Energie avait également reçu le P-DG de la compagnie espagnole Naturgy, Francisco Reynes pour discuter sur les voies et moyens de consolider davantage le partenariat entre Sonatrach et Naturgy de façon à permettre aux deux groupes de sauvegarder leurs intérêts communs. L'Indonésie a elle aussi affiché son attachement au marché énergétique algérien puisque sa société publique des hydrocarbures, PT Pertamina a récemment rendu public un plan de croissance en Algérie, en prévoyant une hausse de 10 % de la production pétrolière et gazière,

## LA QUESTION DU JOUR

## Kim Darroch indésirable aux Etats-Unis

Suite de la page une

Car s'il était vrai que Trump a fait sortir son pays de l'accord en question juste parce qu'il était l'œuvre de son prédécesseur, on l'aurait vu prendre le contre-pied des choix faits par celui-ci sur bien d'autres sujets importants, en matière de politique étrangère en particulier, puisqu'il serait sous l'emprise d'un même ressort tout-puissant. L'exemple qui vient en premier à l'esprit, d'autant qu'elle n'est pas sans rapport avec l'accord de Vienne, est bien sûr celui de la politique américaine en Syrie. Trump aurait mis en œuvre en Syrie une politique en complète rupture avec celle de son prédécesseur. Or non seulement il n'en est rien, mais sous ce rapport tout au moins, on peut dire qu'il est dans la continuité de Obama. Trump ne peut avoir d'un côté dénoncé un accord international juste parce qu'il avait été conclu sous Obama, et de l'autre faire pour l'essentiel la même politique que lui en Syrie. Cela ne tient pas debout. Kim Darroch ne s'est donné en fait que la peine de trouver l'explication la moins favorable à un homme qu'il ne pense pas digne de diriger les Etats-Unis, d'accord en cela avec une bonne moitié d'Américains. A l'exemple de beaucoup d'Américains en effet, il fait profession de sous-estimer Trump. La réalité est que celui-ci fait partie de ces politiques qui du temps même d'Obama avait juré de dénoncer l'accord de Vienne à la première occasion venue. Son élection a été cette première occasion, qui en conséquence a été saisie. Alors même qu'il n'était encore que candidat, et que ses chances d'être élu paraissaient minimes, Trump s'engageait déjà à retirer son pays de l'accord de Vienne. Pour la partie de l'opinion américaine la plus pro-israélienne, où justement se recrutent les électeurs de Trump, la bonne politique à tenir envers l'Iran, ce n'est jamais de passer avec lui des pactes de non-agression, mais de faire en sorte qu'il ne puisse se défendre contre Israël. Au cas où, on ne sait jamais, il prendrait à ce dernier l'envie de l'attaquer pour le ramener à l'âge de la pierre - pour parler le langage usuel d'Israël à l'adresse de ses voisins récalcitrants.

M. H.

## Tizi Ouzou

## Mise en service d'un nouveau forage de près de 2000 m<sup>3</sup>/jour

Un acte de sabotage perpétré sur une conduite de distribution dans la commune d'Aït Boumahdi (54 km au sud-est de Tizi Ouzou) a privé les habitants de pas moins de deux villages en eau potable pendant trois jours. Des citoyens de ces villages ont alors procédé

hier à la fermeture de l'agence de l'Algérienne des eaux (ADE) des Ouacifs pour exprimer leur colère. Selon la cellule de communication de l'ADE de Tizi Ouzou, il s'agit de «la conduite principale de refoulement alimentant plusieurs villages qui a fait l'objet d'agression» et les auteurs de cet

«acte de sabotage» n'ont pas trouvé mieux que de «bouchonner la conduite avec un chiffon, provoquant une interruption totale de la distribution, et ce, pendant trois jours». «Nos services sont néanmoins parvenus, après une recherche minutieuse, à dégager l'objet obstruant», sou-

ligne la même source. Par ailleurs, l'ADE a mis en service depuis lundi un nouveau forage pour alimenter les habitants de la haute ville du chef-lieu de wilaya. Un apport d'environ 2 000 mètres cubes par jour pour les habitants essentiellement des lotissements Tala Allam, Salhi et Hammoutene

et les quartiers de l'ancienne ville des Genêts qui enduraient les perturbations en alimentation en eau potable pendant une vingtaine de jours en raison de la suspension d'un forage au niveau de la station de Boukhalifa.

Hamid M.

Tomate industrielle

# Jumelage entre les chambres d'agriculture d'El Tarf et de Tamanrasset

■ Une convention de jumelage ciblant la filière de la tomate industrielle a été signée lundi à la station régionale de protection des végétaux (SRPV) d'El Kous, relevant de la daïra de Ben M'Hidi (El Tarf), entre les chambres agricoles locale et de Tamanrasset.

Baya H./APS



PHOTO: R. BOUKADOU

Les chiffres publiés par le Premier ministre, au lendemain d'un Cette convention prévoit l'échange d'expérience pour booster la filière de la tomate industrielle et l'organisation de sessions de formation dédiées à cette filière qui enregistre une production record dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué le président local de la Chambre d'agriculture, Bouhara Lakhdar.

Les procédés utilisés dans le cadre du développement et de modernisation des techniques de production de la tomate industrielle, dont principalement l'itinéraire technique assuré aux producteurs pour améliorer leurs rendements, seront vulgarisés et mis à la disposition des agriculteurs de

Tamanrasset qui se sont lancés récemment dans la culture de ce produit de large consommation, a-t-on noté.

Intervenant au lendemain des recommandations émises par le ministère de tutelle pour dynamiser la filière en s'inspirant de la longue expérience de cette wilaya, cette convention permettra aux producteurs de Tamanrasset d'intensifier la production de tomates et de couvrir les besoins nationaux en tomates fraîches tout au long de l'année, a affirmé de son côté Benslimane Abdelkrim, représentant de la wilaya de Tamanrasset.

Habituellement proposée à partir de juillet, août et septembre au niveau de la wilaya

d'El Tarf, la culture de la tomate cible pour cette année 5 500

hectares dont 90% irrigués par le système goutte à goutte et

Secteur agricole

## Signature d'une convention pour le développement de la recherche scientifique

Une convention a été signée, lundi à Alger, entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de l'Agriculture et une commission sectorielle permanente mise en place pour la coordination et le développement de la recherche scientifique dans le secteur agricole.

La cérémonie d'installation de la commission et de signature de la convention a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Tayeb Bouzid, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, en présence du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Belkheir Dadamoussa.

A l'issue de l'installation de la commission permanente, M. Omari a précisé que celle-ci constituait «un nouveau jalon dans l'édifice de développement du monde agricole (forêts et pêche)» et «le couronnement d'un long processus global visant à assurer une participation effective dans la gestion, le suivi et l'évaluation des activités de recherche scientifique dans le secteur en vue de cerner et lever les lacunes et définir les perspectives de la recherche scientifique dans le domaine agricole». Pour le ministre, l'installation de cette commission vise aussi à «cristalliser les efforts par la promotion, la coordination et l'évaluation des activités et aboutir à la mise en place d'une stratégie de développement de la recherche, d'appui à la formation des chercheurs, d'amélioration de leurs compétences et de vul-

garisation des résultats de la recherche scientifique au service du développement du monde agricole».

Le ministre de l'Agriculture a estimé que «les enjeux en matière de développement agricole, de développement des systèmes de production et de consommation et de réduction de la dépendance dans plusieurs filières nous imposent de trouver les meilleures voies qui permettent de continuer à hisser la production et la productivité au moyen de la technique et de l'innovation scientifique», soulignant que «l'option stratégique de modernisation de l'agriculture en Algérie n'est pas nouvelle car elle sous-tend tout acte de développement».

Concernant la convention de coopération, M. Omari a indiqué qu'elle s'inscrivait dans le cadre de «l'appui aux systèmes de recherche et de développement, y compris l'orientation agricole devenue impérative vu les nouveaux besoins des producteurs et différents opérateurs économiques dans la conjoncture actuelle marquée par la mondialisation de l'économie notamment agricole, outre la libération des marchés, la privatisation et la décentralisation».

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué que l'installation de cette commission et la signature de la convention de coopération «est un tournant décisif pour consolider la coopération étroite et hisser la coordination sectorielle», ce qui permet de «renforcer la relation entre les centres et unités de recherche scientifique

table sur un total de 4, 5 millions de tonnes, a-t-on relevé.

La délégation hôte a suivi, durant son séjour de deux jours dans cette wilaya dans l'extrême nord-est du pays, des communications sur les techniques de vulgarisation et l'itinéraire suivi en matière de culture de la tomate industrielle, animées par des experts au niveau de la SRPV d'El Kous (Ben M'Hidi).

Les représentants de la Chambre agricole et des agriculteurs de la wilaya de Tamanrasset ont également visité des unités de transformation situées à Dréan, Besbes et Chatt, où ils se sont enquis des potentialités agricoles de cette wilaya, ainsi que des capacités de transformation, de stockage et d'emballage de la tomate industrielle.

B. H./APS

Coopération

## Le ministre malien des Affaires étrangères en visite de travail à Alger

Le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, Tiébilé Dramé, a entamé hier une visite de travail de deux jours à Alger, durant laquelle il discutera des relations bilatérales et du processus de paix au Mali.

M. Dramé a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Dans une déclaration à la presse, le ministre malien a indiqué être porteur d'un message du président malien, Ibrahim Boubacar Keita, au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah.

«Nous allons continuer les discussions algéro-maliennes entamées précédemment à Bamako entre les chefs de la diplomatie des deux pays», a-t-il déclaré, relevant que les deux parties veulent «renforcer davantage leurs relations bilatérales».

Les discussions porteront

aussi sur l'accord de paix et de réconciliation au Mali, un processus lancé en 2014, sous la conduite d'une médiation internationale, dont l'Algérie est chef de file.

La visite à Alger de M. Dramé permettra également aux deux ministres de «poursuivre la concertation politique entre les deux pays autour des relations bilatérales et des questions régionales d'intérêt commun».

Ce déplacement en Algérie du chef de la diplomatie malienne intervient à la suite de la visite à Bamako, les 17 et 18 juin dernier, de M. Boukadoum, à l'occasion de laquelle il a coprésidé avec son homologue malien la 14e session du Comité bilatéral stratégique (CBS) algéro-malien.

M. Boukadoum a présidé, à l'occasion de cette même visite, la 3e réunion ministérielle du Comité de suivi de l'Accord de suivi de l'Accord de (CSA) d'Alger.

M. N.

Mustapha Mekideche au sujet du GNL

# «L'Algérie possède les potentialités pour exporter vers l'Asie»

■ Les potentialités de l'Algérie, qui vient de prolonger ses contrats gaziers avec l'Europe via notamment l'Italie et l'Espagne, lui permettent d'exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Asie et l'Afrique, a indiqué, hier, le spécialiste des questions énergétiques, Mustapha Mekideche.

Salem K./APS

«Le renouvellement des contrats gaziers de long terme avec les pays européens, notamment avec les deux premiers clients, l'Espagne et l'Italie, est une bonne nouvelle car elle consolide nos parts de marché dans cette région du monde», a déclaré M. Mekideche à l'APS.

Selon lui, l'Algérie devrait penser désormais à intégrer le marché asiatique et à renforcer sa présence sur le marché africain des hydrocarbures notamment pour ce qui est du GNL.

Cela nécessite, néanmoins, un élargissement des réserves nationales et une augmentation de la production en gaz naturel conventionnel et non conventionnel afin de sécuriser les engagements du pays vis-à-vis de ses clients étrangers et d'assurer la sécurité énergétique nationale. M. Mekideche a recommandé également une levée des «contraintes» pesant encore sur le secteur de l'énergie à travers une nécessaire «stabilisation» du management et une révision de la loi sur les hydrocarbures, notamment.

Interrogé sur le retard accusé par l'Algérie dans la réalisation de sa transition énergétique, il a tenu à souligner que les fondamentaux de cette transition avaient «tous de gros retards dans leur mise en œuvre».

Il s'agit de la rationalisation du modèle de consommation énergétique par une politique tarifaire appropriée, qui permet d'éviter le gaspillage et la fuite aux frontières du fait de prix relatifs asymétriques avec les pays voisins, ainsi que l'efficacité énergétique à la fois dans l'industrie, les transports et l'habitat.

Il a également évoqué, dans ce même sens, l'impératif développement des énergies renou-



PHOTO: APS

velables notamment l'électro-solaire pour l'essentiel.

Concernant la rationalisation du modèle de consommation énergétique, M. Mikideche a déploré le fait qu'«à ce jour, aucun gouvernement (algérien) n'a pris le risque de questionner sérieusement la structure obsolète des prix de l'énergie que ce soit l'électricité ou les carburants», ajoutant que «les seuls ajustements opérés à ce jour ne sont que marginaux».

S'agissant de la promotion des énergies renouvelables, il a expliqué le retard accusé dans la mise en œuvre du programme national de développement de ces énergies propres par un problème d'ordre technologique puisque la proportionnalité entre le concentré solaire, sur lequel est basé le programme, et les conditions de stockage de l'énergie produite, fait défaut.

Pour ce qui est de la seconde raison de ce retard, il a évoqué la contrainte de financement et l'exigence d'intégration nationale qui augmente les coûts.

«A l'inverse, la diminution significative des coûts de production dans le photovoltaïque rend la faisabilité des opérations décentralisées plus rapide et plus facile, mais sans production de masse d'énergie électro-solaire», a-t-il soutenu.

Rappelant qu'à ce jour, plus de 95% de la génération de l'électricité en Algérie provenaient du gaz naturel, M. Mekideche a estimé que le passage significatif à l'électricité à partir du solaire doit être encouragé même si cela nécessite du temps.

«En attendant, construisons les capacités scientifiques, technologiques et industrielles qui permettront à notre pays d'être

non seulement consommateur et exportateur, le cas échéant, d'énergies renouvelables, mais avec un taux d'intégration significatif», a-t-il avancé.

L'expert a tenu à rassurer qu'il n'y avait pas qu'en Algérie où le développement des énergies renouvelables n'avancait pas au rythme souhaité.

Il a cité, à ce titre, le cas de l'Allemagne où le charbon existe toujours et de la France où l'électronucléaire se maintiendra jusqu'à 2050, en vertu de leurs lois sur la transition énergétique.

Les Etats-Unis, eux aussi, maintiennent un rythme élevé dans leurs productions d'hydrocarbures conventionnels et non conventionnels. On le voit également dans la hausse de la demande mondiale en gaz naturel qui a progressé en 2018 à un taux, jamais atteint, de 5%, a-t-il fait savoir.

Pétrole  
Le panier de l'Opep recule à 66,79 dollars le baril

LE PRIX DU PANIER de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé lundi à 66,79 dollars le baril, contre 67,36 dollars vendredi dernier, a indiqué mardi l'Organisation pétrolière sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Lundi, le marché pétrolier restait inquiet face aux surpluses attendus. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 67,12 dollars à Londres, en hausse de 0,60% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août gagnait 0,30%, à 60,39 dollars. «La décision de l'Opep et ses alliés au début du mois de prolonger de neuf mois leur accord de réduction de la production pour soutenir les prix ne changeait pas la perspective d'un marché excédentaire», avait estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel publié vendredi.

L'agence a précisé que ses derniers chiffres «font apparaître un surplus mondial au deuxième trimestre 2019 de 0,5 million de barils par jour, contre auparavant une prévision de déficit de 0,5 millions».

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses dix alliés, à leur tête la Russie, sont engagés dans un accord de baisse volontaire de leur production pour soutenir les prix du pétrole

Kheilil Y.

Métiers de la construction dans le Sud de l'Algérie

## Petrofac inaugure un centre de formation

Petrofac a inauguré son centre de formation aux techniques de construction, à Hassi Messaoud, dans le sud de l'Algérie, à la suite de l'achèvement du programme de modernisation des installations de ce centre. Ce dernier offrira à la prochaine génération de la main-d'œuvre des industries pétrolière et gazière algériennes, une formation de haut niveau, avec une capacité de former 400 délégués algériens chaque année. Le centre a été conçu, bâti et sera exploité par Petrofac, dans le cadre de son engagement pour le développement des compétences locales. Petrofac étant active en Algérie

depuis 1997, plus de 85% de sa main-d'œuvre travaillant dans le pays est recrutée localement.

Les installations de ce centre de formation comprennent des salles de classes modernes, climatisées et bien équipées, ainsi que de grands ateliers ouverts dotés d'équipements de pointe. Le programme couvre cinq domaines de spécialisation - Instrumentation, Électricité, Mécanique, Tuyauterie et Soudage - tous avec un fort accent sur l'hygiène et la sécurité. Une méthodologie de formation appliquée fournira aux étudiants les connaissances théoriques et les compétences pratiques essentielles dont ils

auront besoin pour travailler dans la discipline professionnelle de leur choix, une fois leur diplôme obtenu.

La cérémonie d'inauguration, qui comprenait une visite guidée des installations, a réuni des représentants du gouvernement et des autorités locales, ainsi que des représentants des industries pétrolière et gazière.

Graham Mac Millan, vice-Président-directeur pour l'Afrique du Nord, a déclaré : «Nous sommes ravis de marquer la reprise et la modernisation de cette importante installation qui fournira la meilleure formation technique possible aux jeunes algériens. Le premier groupe

de 45 stagiaires développe actuellement des compétences essentielles en construction au niveau de notre centre. La formation permet à Petrofac de transférer à la chaîne d'approvisionnement locale, ses connaissances approfondies et son expérience dans les métiers-clés, ce qui améliore la sécurité et la qualité de nos propres projets et ceux de l'ensemble de l'Algérie. Petrofac est une entreprise active, engagée et créatrice d'emplois. Nous souhaitons participer aux développements futurs en Algérie et maintenir notre présence de longue date dans le pays».

Communiqué

El Bayadh

# Vaccination de plus de 830 000 têtes de bétail contre la peste

■ Plus de 830 000 têtes de bétail (ovins et caprins) ont été vaccinées dans la wilaya d'El Bayard contre la peste des petits ruminants, a-t-on appris lundi de l'Inspection vétérinaire de la wilaya.

Par Soulef G.

L'opération de vaccination, lancée depuis février dernier, a vu la mobilisation de 88 vétérinaires des secteurs privé et public et a touché à ce jour 2 800 éleveurs et maquignons des communes de la wilaya. Les services vétérinaires ont fourni des quantités suffisantes de vaccins dépassant 1,5 million doses en vue de vacciner un plus grand nombre possible de têtes du bétail pour prémunir le bétail contre cette zoonose. A noter que la wilaya recense un important patrimoine animalier de 2 millions de têtes d'ovins et de plus de 225 000 têtes de caprins.

Lors de l'opération de vaccination, qui se poursuit, des conseils et des orientations préventives sont prodigués aux éleveurs sur les voies et moyens

d'éviter cette maladie et d'empêcher sa propagation en cas d'épidémie. La même période a également enregistré une vaste campagne de vaccination des bovins contre la fièvre aphteuse où 12 000 têtes ont été vaccinées chez 1 300 éleveurs de la wilaya. Quelque 20 000 doses de vaccins sont fournies sachant que le nombre de têtes bovines dans la wilaya est estimé à 23 000. Dans le même contexte et en prévision de l'Aïd El Adha, les services vétérinaires ont élaboré un large programme d'intensification de l'opération de contrôle et de sensibilisation à travers différents marchés hebdomadaires du bétail de la wilaya, à l'instar des marchés d'El Bayadh et de Bougtob qui sont parmi les plus grands marchés du bétail en Algérie, ainsi que les marchés de proximité qui seront ouverts à cette occasion. Cette campagne, encadrée par des vétérinaires, prévoit le contrôle de la santé du bétail mis en vente en donnant des conseils aux citoyens sur les conditions sanitaires pour choisir les moutons du sacrifice. Des sorties sur le terrain sont prévues aux abattoirs répartis à travers la wilaya pour contrôler le respect des conditions d'abattage et d'hygiène, a-t-on fait savoir. S. G./APS



Saïda

## Une superficie de 1 100 hectares bientôt attribuée pour l'arboriculture

Une superficie de 1 100 hectares de terres steppiques dans la wilaya de Saïda sera «bientôt» attribuée au groupe public «Madar» pour son exploitation dans la plantation d'arbres fruitiers, a-t-on appris lundi du wali de Saïda, Louh Seif.

«Une superficie de 1 100 hectares de terres steppiques sera attribuée au groupe public Madar dans le cadre de la concession pour son exploitation dans le cadre de l'investissement agricole», a indiqué M. Louh, lors de la réunion du comité de wilaya des investissements. Le même responsable a indiqué que les 1 100 ha attribués à ce groupe

public permettront de «contribuer de manière efficace à la création de richesses et de postes d'emploi au profit des jeunes».

Le wali a précisé que la superficie en question, située dans la commune de Sidi Ahmed, est dotée de toutes les conditions nécessaires permettant la concrétisation des projets d'investissement dans le domaine agricole, notamment l'eau et l'électricité.

D'autre part, il est prévu que les activités du groupe Madar soient élargies à d'autres activités agricoles à même de participer de manière positive à développer le secteur dans la wilaya. De son côté, Benteflifa

Mohamed Amine, représentant du groupe Madar, a indiqué, dans son exposé sur les projets d'investissement du groupe, que la concrétisation de ces projets a pour objectif la réduction de la facture de l'importation, notamment en ce qui concerne les récoltes stratégiques comme la production de céréales et du lait. Dans ce cadre, le même responsable a indiqué que son groupe œuvre à réaliser des périmètres au niveau de plusieurs wilayas du pays pour y lancer différents projets d'investissement, notamment dans la production végétale et animale. Hania T.

Oran

## Réception de 5 lycées et 8 CEM avant la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de l'Éducation dans la wilaya d'Oran sera renforcé par la réception de 5 lycées et 8 CEM outre des groupes scolaires avant la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris lundi de la direction de wilaya des équipements publics. Ces lycées d'une capacité chacun de 1 000 places ont été

réalisés dans les nouvelles cités d'habitation de Misserghine, Oued Tlélat et Ain El Beida (Es Sénia). Les CEM d'une capacité de 13 à 17 classes chacun se trouvent dans les communes de Hassi Bounif, Sidi Chahmi, Oued Tlélat, El Mohgoun (Arzew) et Ain El Beida (Es Sénia). Les 20

groupes scolaires du cycle primaire sont également réalisés à travers différentes régions de la wilaya. Il est prévu la réception avant la fin de l'année en cours d'un autre lot de projets d'établissements scolaires qui connaissent un taux d'avancement appréciable, dont 3 lycées. A

noter que ces structures éducatives sont réalisés par la direction des équipements publics, l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), l'entreprise nationale de promotion immobilière et l'agence nationale d'amélioration et développement du logement (AADL). M. L.

Khenchela

## Le musée du moudjahid célèbre la bataille Oulhadj

Le musée régional du moudjahid de Khenchela a célébré lundi le 63<sup>e</sup> anniversaire de la bataille Oulhadj survenue du 15 au 18 juillet 1956 sur les hauteurs du mont Ali-Ennas dans la commune de Djellal.

Des expositions de photos, de livres, de coupures de la presse française de l'époque et de témoignages écrits de moudjahidine ayant vécu sur les maquis de la zone-4 de la wilaya-1 historique Aurès Nememcha ont été organisées au musée.

Cette bataille s'était déroulée le long de trois jours successifs près du village Oulhadj dans l'actuelle commune de Djellal et figure parmi les plus grandes batailles des deux premières années de la révolution libératrice

au cours desquelles l'armée coloniale avait essuyé de grandes pertes, a estimé Rafik Merdaci, chef du service animation au musée.

Relevant l'importance de ces initiatives pour présenter aux générations de l'indépendance les sacrifices de leurs aïeux, le même cadre a noté qu'incapable d'accéder à la grotte où se repliaient les moudjahidine en raison du relief accidenté, avait massacrés les habitants des villages Oulhadj et Toulslit pour les forcer à donner l'assaut.

L'armée coloniale avait perdu lors de cette bataille 500 soldats tués et 200 autres blessés dont des officiers et des sous-officiers alors de l'Armée de libération nationale avait

déploré 60 chouhada dans le pillonnage de leur grotte, 20 blessés et trois djounoud faits prisonniers, a ajouté le même cadre.

Selon des moudjahidine, le nombre exact de chouhada de la bataille ne peut être connu avec exactitude du fait que beaucoup avait péri dans le pillonnage de la grotte resté à ce jour telle quelle.

Plusieurs des chefs de la révolution ont survécu à cette bataille dont Adjel Adjoul, Sahraoui Bayouche, Souissi Mohamed et Abdemadjid Alouani. L'auteur de l'ouvrage «Histoire de l'Algérie (1830/1962)» cite parmi les chouhada de la bataille, Souissi Meziane, Layach Felah, Brahim Felah, Mohamed Zeklal et Belkacem El Ouar. L. M.

El Tarf/Plage «El Battah» de Ben M'hidi

## Le corps sans vie d'un quadragénaire repêché

LE CORPS sans vie d'un homme âgé de 40 ans, a été repêché lundi à la plage «El Battah» relevant de la daïra de Ben M'hidi (El Tarf), a-t-on appris auprès de la Protection civile (PC).

Le signalement du corps de la victime, originaire de la wilaya de Souk Ahras, flottant sur les eaux a été donné aux environs de 7h30 du matin, par des baigneurs, a fait savoir le sous-lieutenant Layachi Guesmi, précisant que les éléments de la Protection civile se sont aussitôt rendus sur les lieux où ils ont repêché le corps sans vie. La dépouille a été évacuée à la morgue de l'hôpital d'El Kala pour les besoins de l'autopsie, a également indiqué la protection civile soulignant que la victime, un émigré de son état, s'est aventurée sur cette plage gardée en dehors des horaires de surveillance fixés.

Il s'agit du 5<sup>e</sup> cas de noyade signalé dans la wilaya d'El Tarf depuis le début de la saison estivale 2019, parmi lesquelles les quatre précédentes ont été enregistrées sur des zones rocheuses non gardées, a-t-on conclu. R. R.

UE/Méditerranée

# «Réunion d'urgence» aujourd'hui sur les débarquements de migrants

■ Des représentants des pays de l'Union européenne (UE) vont tenter de «s'entendre» aujourd'hui à Helsinki, lors d'une «réunion d'urgence» pour mettre un terme aux bras de fer diplomatiques qui surviennent désormais après chaque sauvetage de migrants en Méditerranée centrale.

Par Hania Y.

La rencontre organisée par la présidence finlandaise de l'UE, à l'initiative de Paris et Berlin, vise à poser les jalons d'une «coalition» de pays prêts à se répartir l'accueil des migrants secourus, sans avoir à engager de pénibles négociations au coup par coup. Un conseil des ministres de l'Intérieur des 28 était programmé depuis longtemps jeudi à Helsinki, mais la

Finlande a proposé aux ministres de se retrouver dès la veille pour accélérer les discussions face au problème des débarquements. «Il est devenu évident que la situation en Méditerranée demande notre attention immédiate», a écrit le ministre finlandais de l'Intérieur, Maria Ohisalo, dans une lettre d'invitation à ses homologues européens, relayée par des médias. La réunion de ce soir, organisée «sur la base d'une initiative très

bienvenue de la France et de l'Allemagne», vise à nouer «des arrangements solides pour ce qui suit les opérations de recherche et de sauvetage, pour garantir une réponse rapide après le débarquement», dit-elle. Ces accords «doivent être basés sur une responsabilité partagée impliquant un nombre suffisamment large d'Etats membres», ajoute la ministre, évoquant une «coalition de bonnes volontés» pour soulager la pression sur les pays en première ligne face aux arrivées. C'est une «réunion d'ur-



gence», a souligné une source européenne, précisant que la liste des ministres ayant accepté

de s'y rendre n'était pas encore fixée. Il faut «s'entendre sur un mécanisme jusqu'à la fin de l'année pour éviter une crise politique ou humanitaire pendant l'été», a ajouté cette même source. Les pays méditerranéens réclament notamment davantage de solidarité à leurs voisins dans l'accueil des arrivants. L'Italie, sous l'impulsion de son ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, a adopté une ligne en fermant les ports aux navires des ONG secourant des migrants. Certains, comme le Sea-Watch3, fin juin à Lampedusa, ont accosté de force.

K. H.

Etats-Unis

## Vers le refus de l'asile aux migrants qui transitent

Le gouvernement américain a annoncé lundi qu'il allait refuser les demandes d'asile déposées à sa frontière sud par les migrants n'ayant pas demandé le statut de réfugié au Mexique ou dans un autre pays sur la route des Etats-Unis. «Les Etats-Unis sont généreux mais complètement débordés par le fardeau créé par les centaines de milliers d'étrangers arrêtés à la frontière sud», a

déclaré le ministre de la Justice, Bill Barr, dans un communiqué, relayé par des médias, annonçant la mise en place à compter de mardi de cette nouvelle règle.

Celle-ci est censée, selon le ministre, «décourager les migrants économiques qui veulent exploiter notre système d'asile».

Les Etats-Unis sont confrontés depuis plus d'un an à une crise migratoire à leur

frontière avec le Mexique, franchise chaque mois par des milliers de Centraméricains qui fuient la violence et la misère dans leur pays.

Le nombre de clandestins arrêtés au mois de juin – plus de 100 000 – a baissé de 28% par rapport à mai, mais la situation à la frontière reste «critique», a indiqué cette semaine le ministère de la Sécurité intérieure.

K. H.

Mexique/USA

## Le Mexique conteste la décision des Etats-Unis de verrouiller l'accès à l'asile

Le gouvernement mexicain a dénoncé lundi la décision de Washington de verrouiller l'accès à l'asile en refusant toutes les demandes déposées à sa frontière sud par des migrants n'ayant pas sollicité le statut de réfugié au Mexique ou dans un autre pays sur la route des Etats-Unis. «Le Mexique n'est pas d'accord pas avec les mesures qui verrouillent (l'accès à l'asile ou (au statut) de réfugié, visant ceux qui craignent pour leur vie dans leur pays d'origine», a déclaré le chef de la diplomatie mexicaine, Marcelo Ebrard, lors d'une conférence de presse. «Nous allons être très vigilants sur le respect du principe de non-refoulement, conformément au droit international en vigueur», a-t-il ajouté. Le principe de non-refoulement prévoit qu'aucun Etat signataire de la Convention

de l'ONU de 1951 sur le statut des réfugiés «n'expulsera ou ne renverra, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques». Un peu plus tôt lundi, le gouvernement américain avait annoncé qu'il allait refuser à

compter de mardi l'asile aux migrants transitant par le Mexique. «Les Etats-Unis sont généreux mais complètement débordés par le fardeau créé par les centaines de milliers d'étrangers arrêtés à la frontière sud», a déclaré le ministre de la Justice, Bill Barr, dans un communiqué annonçant la mise en place, à compter de mardi, de cette nouvelle règle. Celle-ci est censée, selon le ministre, «décourager

les migrants économiques qui veulent exploiter notre système d'asile». Tout comme l'Union européenne permet de renvoyer les demandeurs d'asile dans le pays membre par lequel ils sont entrés dans l'UE, les lois américaines prévoient la possibilité de refuser les demandes d'asile des migrants ayant transité par un pays tiers considéré comme «sûr». Mais elles renvoient la définition des pays «sûrs» à la

conclusion d'accords bilatéraux. Interrogé sur ce point précis, à savoir si le Mexique allait de facto devenir un pays tiers «sûr», Marcelo Ebrard a rappelé que cette décision devait recevoir l'aval du Parlement mexicain. «Nous ne débiterons aucune négociation sur le statut de "pays tiers sûr" sans recevoir le feu vert du Parlement», a-t-il expliqué.

O. K.

Tunisie

## Le bilan du naufrage d'une embarcation clandestine monte à 82 morts

Trois corps d'immigrants clandestins africains ont été repêchés samedi sur la côte sud-est

de la Tunisie, portant à 82 le bilan des victimes du naufrage d'une embarcation clandestine début

juillet, a indiqué dimanche le Croissant-Rouge. Selon le responsable de la section tunisienne

du Croissant-Rouge dans la province de Médenine, Mongi Slim, 79 migrants ont été «confirmés morts» ces derniers jours au large de la ville côtière de Zarzis et de l'île de Djerba. Le 3 juillet, 86 migrants clandestins dont sept femmes, avaient été portés disparus depuis le naufrage de leur embarcation au départ des côtes libyennes, dont quatre secourus par la garde côtière tunisienne. Selon l'agence tunisienne de presse, TAP, les 82 corps des victimes ont été évacués vers Gabès pour des analyses génétiques. Depuis ce naufrage a ajouté l'agence de presse, les mêmes scènes dramatiques se sont quotidiennement reproduites sur les côtes de Zarzis, Djerba et El Kef, avec l'échouage de corps de migrants, dont 47 repêchés durant la journée de jeudi. K. L.

Slovénie/Migrations

## Vers un prolongement de la clôture à la frontière croate

La Slovénie va prolonger de 40 kilomètres sa clôture barbelée à sa frontière sud avec la Croatie où le nombre des passages de migrants illégaux en provenance des Balkans est en augmentation, a indiqué lundi le gouvernement. Si les deux pays sont membres de l'Union européenne (UE), la Croatie n'appartient pas à l'espace Schengen de libre circulation et Ljubljana souhaite installer de nouvelles clôtures «dans les zones où il est urgent d'empêcher le franchissement illégal des frontières et de protéger les citoyens et leurs biens», selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, relayé par des médias. Le gouvernement slovène a signé la semaine dernière

un contrat portant sur la construction de 40 km de clôture barbelées et de 3,8 km d'une clôture en panneaux fixes. Ljubljana a déjà érigé depuis 2015, quelque 116 km de grillage et 63 km de panneaux fixes le long de sa frontière longue de 670 km avec la Croatie. Au plus fort de la crise migratoire, plus de 500 000 aspirants à l'asile ont traversé la Slovénie pour gagner l'Europe occidentale. La Slovénie indique avoir enregistré ces derniers mois une augmentation sensible du nombre des arrivées en provenance de la Croatie, qui ont atteint 5 345 personnes pour les six premiers mois de 2019, soit 47% de plus que sur la même période de l'an passé. Si le flux

migratoire vers l'Europe a diminué drastiquement depuis 2015, notamment sous l'effet d'un pacte conclu par l'UE avec la Turquie et du renforcement des contrôles aux frontières, le sujet des migrations et de l'intégration reste très sensible dans les opinions publiques européennes. La localisation et le calendrier d'installation des clôtures additionnelles n'ont pas été précisés. Slovénie et Italie ont également renforcé les contrôles à leur frontière commune en lançant des patrouilles binationales début juillet. L'exécutif slovène a cependant rejeté l'idée d'une clôture à la frontière avec l'Italie avancée récemment par certains responsables politiques italiens. R. M.



Législatives à Moscou

# 27 candidats exclus par la Commission électorale

■ Les autorités russes ont annoncé mardi avoir invalidé l'enregistrement d'une vingtaine de candidats à l'élection du Parlement de Moscou dont des opposants.

Rosa C.

La Commission électorale moscovite a autorisé 216 candidats à participer, tandis que 27 autres ont été exclus de ce scrutin prévu en septembre et pour lequel l'opposition russe est fortement mobilisée. Une cinquantaine de candidats attendent encore une décision officielle sur leur cas, selon des sources médiatiques.

Les Moscovites sont appelés aux urnes le 8 septembre pour un scrutin destiné à renouveler



le mandat de cinq ans des 45 députés du Parlement local, chargé de valider les décisions du maire Sergueï Sobianine, loyal au pouvoir.

Selon la loi, les candidats indépendants étaient censés rassembler les signatures d'au moins 3% de leurs électeurs potentiels dans chacun des 45 districts de Moscou, soit entre

environ 4500 et 5000 personnes, pour avoir le droit de concourir.

Mais 17 candidats d'opposi-

tion parvenus à remplir ces exigences se sont indignés contre une procédure de vérification

qu'ils jugent opaque et qui avantage selon eux les candidats pou- voir.

Deux manifestations dimanche et lundi avaient rassemblé jusqu'à 2 000 personnes pour demander l'enregistrement de tous les candidats. Le rassemblement de dimanche s'était soldé par une quarantaine d'arrestations, dont plusieurs oppo- sants.

Privés de participation à des scrutins plus importants comme la présidentielle, l'opposition s'est fortement mobilisée pour les élections à Moscou, espérant obtenir ainsi son mot à dire dans la gestion du budget farineux de la capitale russe.

R. C.



## Commentaire

Délation

Par Fouzia Mahmoudi

La République exemplaire qu'Emmanuel Macron promettait aux Français lors de sa campagne présidentielle de 2017 a tourné court et est aujourd'hui rongée par les affaires et les intérêts privés. Macron prétendait tourner une page sur les présidents des «vieux partis» connaît finalement un mandat bien similaire à ceux de ses prédécesseurs alors que les scandales touchant son équipe et son gouvernement s'entassent. Et Macron plutôt que de se distancer des affaires qui entachent son quinquennat continue à défendre ses proches. En effet, mis sous pression par les révélations du site Mediapart concernant des dépenses effectuées par François de Rugy dans son logement de fonction au ministère et lors de dîners donnés à la présidence de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron n'entend pas lâcher son ministre de la Transition écologique, comme le réclame une partie de l'opposition mais aussi de la majorité. «Je ne prends pas de décisions sur base de révélations, mais de faits, sinon ça devient la République de la délétion», a indiqué le chef d'État cette semaine en marge d'une visite officielle en Serbie. Interrogé sur les suites qu'il entendait donner à cette affaire embarrassante pour un exécutif en pleine reconquête de l'opinion, le président de la République a assuré avoir demandé à Édouard Philippe d'«apporter toute la clarté» sur les dépenses du numéro deux du gouvernement. Le Premier ministre a ordonné au secrétaire général du gouvernement de mener une enquête sur les travaux effectués au domicile de De Rugy, tandis que le secrétaire général de la présidence de l'Assemblée nationale, aidé de la déontologue de l'institution, épêche les dîners effectués par l'ex-écologiste à l'hôtel de Roquelaura. «Des propositions me seront faites, instruites par les faits», a précisé Macron. Au-delà de ces précisions factuelles, le chef de l'État s'en est une nouvelle fois pris aux médias, accusés par l'entourage de M. de Rugy de mener une «chasse à l'homme». «Il y a encore dans notre pays le respect de la personne individuelle, des droits de la défense et de la possibilité de répondre, sinon ça devient la République de la délétion. Il suffit que je sorte une photographie, dise des choses sur vous, sur n'importe qui, ça devient les Dix petits nègres», a attaqué Emmanuel Macron, en référence au roman d'Agatha Christie. «Je souhaite que chacun puisse être respecté, que les principes que j'ai posés soient respectés», a ajouté le président. Cette défense n'est pas une première pour Emmanuel Macron. Lors de l'affaire Benalla, il y a un an, le chef de l'État s'en était déjà pris aux médias, dénonçant une presse qui «ne cherche plus la vérité». «J'ai cru comprendre qu'il y avait des images, avait alors déclaré le président de la République, à propos de la vidéo révélée par «Le Monde», où l'on voyait son collaborateur molester des manifestants le 1<sup>er</sup> mai 2018, à Paris. Où sont-elles ? Sont-elles montrées avec la même volonté de rechercher la vérité et d'apporter de manière équilibrée les faits ? Non. Je vois un pouvoir médiatique qui veut devenir un pouvoir judiciaire», avait accusé Macron. Il est loin le candidat d'En Marche ! qui était connu pour son ouverture et sa proximité avec les médias. Aujourd'hui, le divorce semble consommé et le président français ne craint pas de heurter ceux qui hier l'on encensé et fortement participé à la hausse de sa popularité lorsqu'il était encore une figure inconnue sur la scène politique française.

F. M.

## Asie du Sud

### Au moins 180 morts de la mousson

Les inondations et glissements de terrain provoqués par les pluies torrentielles de la mousson ont tué au moins 180 personnes en Asie du Sud, selon un nouveau bilan hier des autorités des pays touchés.

Faisant rage de juin à septembre, la mousson est cruciale à l'irrigation des cultures et au remplissage des réserves d'eau de ce sous-continent qui héberge un cinquième de la population mondiale.

Mais chaque année, les précipitations entraînent aussi un cortège de morts et de destructions. Au moins cinq enfants se sont noyés lundi au Bangladesh, portant le nombre de morts à 34 dans cette nation de 160 millions d'habitants.

Dix autres personnes ont succombé dans les gigantesques camps de réfugiés rohingyas du

sud-est du Bangladesh, où les éléments déchaînés ont détruit des milliers de cahutes.

Des inondations dans le nord du pays affectent également des centaines de milliers de personnes.

Au Népal, au moins 67 personnes ont péri dans des inondations, dont les eaux ont commencé à baisser. Des images montraient des sauveteurs utilisant des canots gonflables pour évacuer les familles bloquées dans des maisons inondées.

Les experts sanitaires s'inquiètent de possibles épidémies de maladies véhiculées par l'eau et ont appelé à l'aide internationale.

En Inde, la mousson a coûté la vie à quelque 50 personnes. Deux États du nord et du nord-est, le Bihar et l'Assam, sont les plus durement touchés par le

déluge.

Les autorités de l'Assam ont décrété l'alerte rouge face aux inondations, qui ont tué jusqu'ici 11 habitants et déplacé 83 000 personnes. Au Bihar, 24 décès ont été rapportés, les inondations affectant 2,5 millions de résidents.

L'effondrement d'un bâtiment dimanche dans l'État montagneux d'Himachal Pradesh avait lui coûté la vie à 14 personnes.

Plus au nord, au Cachemire pakistanais, les autorités ont fait état de 23 morts et de 120 maisons endommagées dans de brusques montées des eaux.

Les Nations unies ont déclaré lundi «se tenir prêtes à travailler avec les autorités des pays affectés dans leur réponse aux besoins humanitaires résultant de la saison de mousson en cours».

## Ebola en RDC

### Le patient diagnostiqué à Goma est décédé

LE PREMIER CAS d'Ebola enregistré à Goma, plus grande ville touchée par l'actuelle épidémie de la fièvre hémorragique dans l'est de la République démocratique du Congo, est décédé lors de son transfert vers l'agglomération de Butembo, a indiqué hier une source officielle.

«Malheureusement je peux vous confirmer la mort du patient en cours de route en allant à Butembo», un des foyers de l'épidémie, a déclaré à la presse le gouverneur de la province du Nord-Kivu Carly Nzanzu.

Le diagnostic d'un premier patient à Goma a représenté un électrochoc pour les autorités congolaises et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Goma est une ville d'environ un million d'habitants à la frontière du Rwanda, avec un aéroport desservant Kinshasa, Entebbe-Kampala et Addis Abeba, et un

port ouvrant sur la province voisine du Sud-Kivu.

«Goma est un avertissement», a déclaré lundi à Genève le responsable des situations d'urgence de l'OMS, Mike Ryan. «C'est un avertissement parce que chaque fois que la maladie se déplace, elle peut s'établir ailleurs», a-t-il déclaré à l'AFP.

Le gouverneur a demandé à la population de Goma de «suivre les conditions hygiéniques»: «Si à Goma, on se comporte très bien, on accompagne l'équipe de la riposte, il y aura plus de peur que de mal».

L'épidémie est circonscrite jusqu'à présent dans la région de Beni-Butembo (environ 250 km à vol d'oiseau au nord de Goma), et très marginalement dans la province voisine de l'Ituri.

La fièvre hémorragique a tué 1 668 personnes depuis la déclaration de l'épidémie le 1<sup>er</sup>

août dernier, selon le ministère congolais de la Santé.

Le patient de Goma a été évacué vers Butembo pour y «bénéficier des soins parce qu'il n'y avait jamais eu de cas d'Ebola à Goma», a précisé le gouverneur.

Diagnostiqué dimanche après-midi à Goma, l'homme avait été transféré le lendemain vers le Centre de traitement d'Ebola (CTE) de Butembo.

Il est présenté par les autorités comme un pasteur d'une Eglise chrétienne qui avait présenté les premiers symptômes le mardi 9 juillet avant de voyager en bus vers Butembo vers Goma le vendredi 12.

Originaire de Bukavu (Sud-Kivu), il est arrivé à Butembo début juillet. Là, il avait prêché dans sept églises où il avait touché des fidèles, y compris des malades, d'après le ministère de la Santé.



«Ya Ghezali» de Yacine El Bahi

# Un hymne à l'amour et la fraternité



■ Un album de cinq chansons dans le genre chaabi, signé Yacine El Bahi, est dans les bacs depuis quelques semaines. Cet album intitulé «Ya Ghezali» se veut un hymne à l'amour, l'amitié et les relations honnêtes. S'inscrivant dans le genre chaabi, cet album est porteur de quelques touches modernes. Il s'agit, en réalité, d'un produit qui garde l'authenticité du chaabi mais avec une touche moderne. Les mordus de ce genre peuvent donc écouter des reprises du répertoire avec des fusions nouvelles.

Par Abia Selles

Après une longue absence de la scène artistique, le chanteur chaabi Yacine El Bahi est revenu cette année avec un album plein d'émotions et de mélodies. Légèrement rythmées, la majorité des chansons de cet album sont des reprises du répertoire chaabi mais avec des rythmes modernes. Le public y trouve la touche personnelle de

cet artiste qui les a tant enchantés avec sa voix et les textes qu'il choisit. Produit par Ostowana, cet album se veut un hymne à l'amour, l'amitié, la paix et la fraternité. Le choix des chansons est fait avec beaucoup de précautions. D'un côté, ce sont des chansons du patrimoine mais l'arrangement est fait avec une touche moderne afin de donner un nouveau souffle à la musique chaabi tout en s'approchant du jeune public. Certes, les kasidats

ont leur public, mais la chansonnette attire de plus en plus les jeunes.

Avec Yacine Kerarssi au mandoline, Zahir Arada au banjo et guitare, Ahmed Caabi au ténor, Hakim Mahfouf au violon et Samir Amirouche au piano, derbouka et tar, Yacine El Bahi a ajouté sa belle et douce voix en interprétant des chansons connues par les passionnés de ce genre musical. «Koul chi belmek-toub», «Ya ghezali» (titre de l'album), «Bousalef hada», «Sid elmilah» et «Mahboubi», sont les titres interprétés dans cet album.

Il est à noter que «Ya Ghezali» est le premier album de Yacine El Bahi, même si sa présence sur la scène artistique chaabi remonte à des années.

A. S.

## Concours Cheikh Abdelhamid Benbadis

### Les lauréats récompensés

Les lauréats du concours pluridisciplinaire «Cheikh Abdelhamid Benbadis» de l'année 2018 ont été récompensés lors d'une cérémonie organisée lundi au siège de la wilaya de Constantine. Le président du comité d'évaluation des travaux, Rabah Doub, a rappelé à cette occasion que ce concours vise à promouvoir les meilleures

œuvres, mettant en relief les dimensions intellectuelles, culturelles de la wilaya de Constantine, précisant que les deux premiers prix de cette 11<sup>e</sup> édition sont un chèque de 150 000 et 100 000 dinars. Il a ainsi fait savoir que trois thématiques ont été retenues pour cette édition, à savoir la littérature (poésie, le récit, roman ou pièce de théâtre), l'ur-

banisme constantinois et l'œuvre de l'imam Abdelhamid Benbadis. Il est à noter que seules les œuvres inédites peuvent prétendre au prix Cheikh Benbadis. Les travaux des lauréats seront gardés dans le bureau de l'APW et mis à la disposition des gens de culture et des étudiants pour consultation.

F. H.

## Festival international de la bande dessinée d'Alger

### Appel à candidature

Le Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) laisse entrevoir ses premières couleurs. L'organisation a annoncé un appel à candidatures pour le concours annuel qui se tient en marge avec le festival et donne jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre pour permettre aux intéressés de participer. La 12<sup>e</sup> édition du Fibda se tiendra du 1<sup>er</sup> au

5 octobre 2019 à l'Esplanade de Riadh El Feth, à Alger. Pour cette année, l'événement collabore entièrement avec l'ambassade de Pologne en Algérie. L'amitié entre les deux pays sera au cœur de la manifestation.

Dans ce cadre, le concours de la bande dessinée qui se tient en même temps que le festival mettra en avant une histoire

commune à l'Algérie et à la Pologne : la Seconde Guerre mondiale, et plus précisément l'histoire réelle de l'officier du renseignement polonais Mieczyslaw Slowikowski, mieux connu sous son nom de code «Rygor». Il s'agit ainsi d'adapter son parcours en Algérie à travers 15 à 20 planches. Une première sélection s'effectuera suivant la qualité

du dessin du personnage principal, celle du style et du graphisme et la compréhension de l'histoire.

L'organisation promet la somme de 1 000 € au vainqueur et la publication de la bande dessinée aussi bien en Algérie qu'en Pologne. Date limite de participation : 1<sup>er</sup> septembre.

R. C.

## Théâtre régional d'Oran

### Accès gratuit pour les étudiants en arts dramatiques

Les étudiants du département des arts dramatiques de l'Université d'Oran bénéficieront, à partir de la saison universitaire prochaine, de cartes de stagiaires leur permettant d'assister gratuitement aux différentes pièces théâtrales présentées au niveau des théâtres publics à l'échelle nationale.

L'annonce a été faite par Mourad Senouci, directeur du théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran, lors de la clôture, lundi, des deux journées de soutenance des étudiants du département du 4<sup>e</sup> art pour l'obtention du diplôme de master dans cette spécialité, abritées par son établissement. «Cette initia-

tive s'inscrit dans le cadre de la contribution du théâtre régional d'Oran dans la formation des étudiants spécialisés dans les arts dramatiques», a expliqué M. Senouci, estimant que la démarche renforcera davantage les liens entre les deux institutions (théâtre et université). Le même responsable a appelé les troupes théâtrales au niveau national à donner leur chance aux étudiants formés au niveau de l'Institut des arts dramatiques et tirer profit de leurs compétences.

«Les deux journées de soutenance abritées par le TRO ont d'ailleurs permis de découvrir beaucoup de talents à l'avenir prometteur dans le 4<sup>e</sup> art, s'ils venaient à être bien

pris en charge et si on leur donnait aussi la chance de se produire dans différents travaux réalisés dans ce registre», a encore estimé le même responsable. Il s'agit de la deuxième année de suite que le TRO accueille les étudiants des arts dramatiques pour exposer leur mémoire de soutenance de Master à travers la présentation de morceaux de pièces théâtrales, a indiqué à l'APS le premier responsable du théâtre régional d'Oran. Cette initiative entre dans le cadre d'un accord de partenariat entre les deux institutions visant à impliquer davantage le TRO dans la formation des futurs dramaturges, a-t-il ajouté.

M. K.

## Prévu pour le 18 juillet

### Dear DZ en concert à Alger

La musique gnaouie sera à l'honneur à Alger le jeudi 18 juillet prochain lors d'un concert du groupe «Dear DZ». Fièbre représentante du genre, la bande de jeunes tente de donner un souffle différent à la musique

gnaouie.

Et c'est en effet via des sonorités mêlant à la fois des tonalités gnaouies et des rythmes reggae que le groupe se présente. Prenant encore son envol, le concert sera l'occasion d'aller à

sa rencontre et de profiter d'un show intimiste et proche du public.

Par ailleurs, les chansons de Dear DZ se basent sur des textes choisis qui traitent surtout du contexte social. Le hirak est évi-

demment compris avec le morceau «Mayna» qui reprend dans ses grandes lignes la situation depuis la fin du mois de février.

Le concert aura lieu au Palais de la culture Moufidi-Zakaria et débutera à 18h30.

## AGEND'ART

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 juillet :

Exposition de peinture «Réminiscences» de l'artiste Fadila Lebjauoui.

Palais des Raïs (Bastion 23)

Jusqu'au 20 juillet :

Exposition autour du patrimoine de la ville de Tlemcen

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek - Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Théâtre de verdure Laâdi-Flici

Jedi 25 juillet à 21h :

Smart Prod et probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Esplanade de l'Hôtel Méridien d'Oran

Jedi 1<sup>er</sup> août à 21h :

Smart prod et probox algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Galerie Baya du Palais de la Culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

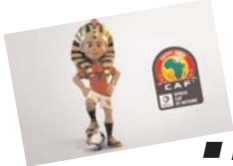
Jusqu'au 5 août :

L'ambassade du Japon présente une exposition de gravures japonaises «Photographic Images & Matter : Japanese prints of the 1970's».

Placette des artistes «Tahtahet El fananine»

17 juillet :

Soirée chaabi avec le chanteur Ali Boudjellel.



A J-2 du match face au Sénégal

# Belmadi insiste sur la récupération

■ Le coach national, Djamel Belmadi, insiste sur la récupération à deux journées de la finale qui opposera les Verts au Sénégal.

Par Mahfoud M.

Sachant pertinemment que ses joueurs ont laissé leurs forces lors des deux derniers matchs disputés face à la Côte d'Ivoire et au Nigeria, le premier responsable du staff technique de la sélection nationale souhaite que ses poulains récupèrent tous leurs moyens avant cette toute très importante.

C'est pour cette raison qu'il a donné quartier libre aux joueurs avant-hier avant de reprendre le travail hier. Ainsi, les coéquipiers du héroïque Mahrez ont bénéficié d'une journée détente et de récupération. Pas d'entraînement pour les joueurs qui sont restés au niveau de leur lieu résidence, l'hôtel Royal Maxim Palace Kempinsky dans la banlieue du Caire, pour une séance de piscine et surtout de décontraction,

après deux matchs intenses vécus en quarts de finale face à la Côte d'Ivoire et au Nigeria en demi-finale.

Certains joueurs ont accepté volontiers de prendre des photos avec des supporters algériens qui se sont déplacés au Caire pour encourager les «Verts» dans ce tournoi, dans une ambiance bon enfant. Il s'agit de la deuxième fois que les joueurs de la sélection bénéficient d'une journée de repos, après celle du 2 juillet, au lendemain de la victoire face à la Tanzanie (3-0), comptant pour la dernière journée de la phase de poules.

Le coach Belmadi devra, ces jours-ci, insister sur le travail psychologique aussi pour amener ses poulains à une concentration optimale pour cette rencontre que tous les Algériens attendent, après cette troisième qualifica-



Les joueurs devront se concentrer sur la finale

tion en finale dans l'histoire du football algérien. Il essaiera de sensibiliser ses poulains pour

garder leur sang-froid pendant toute la partie afin d'éviter d'être dépassés par les événements.

M. M.

## Cissé - Belmadi, ou la réussite de deux coachs africains

Ils étaient onze entraîneurs africains au coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte, il n'en reste que deux : l'Algérien Djamel Belmadi et le Sénégalais Aliou Cissé, qui vont s'affronter vendredi en finale de la 32<sup>e</sup> édition mettant aux prises les sélections de leurs pays au stade international du Caire.

Ces deux techniciens ont réussi à mener leurs équipes respectives au dernier stade de l'épreuve, confirmant la tendance portée sur l'entraîneur local lors de cette première édition à 24 pays. Onze fédérations nationales, dont la FAF (Fédération algérienne de football), avaient décidé ainsi de faire confiance aux compétences

«africaines», avec l'objectif d'aller le plus loin possible dans cette compétition. L'Algérie et le Sénégal ont réussi à aller jusqu'au bout, mais cela n'enlève en rien au mérite des autres techniciens africains. La Tunisie et le Nigeria, dirigés respectivement sur le banc par le Français Alain Giresse et le Franco-Allemand Gernot Rohr, ont

échoué aux portes de la finale dans ce qui a été la meilleure performance des entraîneurs «non-Africains» dans ce rendez-vous continental.

### Aguirre, Renard, Seedorf : par ici la porte de sortie

L'Egypte, pays organisateur, a connu l'une des plus grandes déceptions de son histoire, en se faisant éliminer sans gloire en 1/8<sup>e</sup> de finale par l'Afrique du Sud (1-0). Pourtant, la Fédération égyptienne (EFA) a mis le paquet pour confier la sélection des «Pharaons» au Mexicain Javier Aguirre, limogé illico presto à l'issue de l'élimination, provoquant même la démission du président de l'EFA, Hani Abou Rida. Le Maroc, qui se présentait pourtant comme l'un des favoris, a connu la même déception, en quittant le tournoi prématurément en 1/8<sup>e</sup> de finale face au Bénin (1-1, aux t.a.b : 1-4). Le Français Hervé Renard, qui aurait démissionné selon des médias marocains, n'a

pas trouvé la bonne formule pour mener les «Lions de l'Atlas» vers le sacre final comme il l'a déjà fait auparavant avec la Zambie (2012) et la Côte d'Ivoire (2015). Le Cameroun, tenant du trophée qui croyait frapper un bon coup en confiant les rênes des «Lions indomptables» à l'ancien international néerlandais Clarence Seedorf, a également déchanté, se faisant éliminer en 1/8<sup>e</sup> par le Nigeria (3-2). Autant de déceptions pour des entraîneurs «non-Africains» qui croyaient posséder la baguette magique pour propulser leurs sélections respectives au-devant de la scène, avant de se heurter à la dure réalité du terrain. En revanche, l'entraîneur français de Madagascar, Nicolas Dupuis, peut se targuer d'avoir mené les «Barea» en quarts de finale pour la première participation de leur histoire, avant de quitter l'épreuve au terme de la défaite concédée face à la Tunisie (3-0). Une sortie honorable pour une équipe malgache considérée comme la révélation de cette édition.

## Sur décision du Premier ministre

### 4 800 supporters convergeront vers le Caire

Un Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, a décidé de mobiliser vingt-huit avions pour transporter, dans la nuit de jeudi à vendredi, quelque 4 800 supporters vers le Caire pour encourager l'équipe nationale de football à l'occasion de la finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) qui l'opposera à son homologue sénégalaise, vendredi prochain à 20h00 (heure algérienne) au Stade international du Caire, à indiqué lundi un communiqué des Services du Premier ministre. A l'entame de la réunion à laquelle ont pris part les ministres en charge des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances, de la Jeunesse et des sports, des Transports et du Tourisme, des représentants du ministère de la Défense nationale et les responsables d'Air Algérie, de Tassili Airlines, de l'Office national du tourisme (ONT) et de Touring club d'Algérie, le Premier ministre a félicité l'équipe nationale de football suite à sa qualification pour la finale de la CAN. Il a également salué «le nationalisme des supporters qui ont tenu à encourager notre sélection nationale durant tous les tours de cette compétition continentale et ceux qui ont manifesté leur

volonté de faire le déplacement pour l'encourager lors de la finale», soulignant la détermination de l'Etat à mobiliser tous les moyens matériels et humains disponibles pour satisfaire cette demande. Dans ce cadre, le Premier ministre a salué les efforts consentis par le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), à leur tête le général de corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, sa contribution efficiente au transport des supporters et sa disponibilité à poursuivre cette démarche, en mobilisant neuf avions dans le cadre du pont aérien. Il a, en outre, insisté sur la nécessaire conjugaison des efforts de tous les intervenants et la mobilisation de tous les moyens disponibles pour transporter le plus grand nombre de supporters possible et garantir les meilleures conditions de leur prise en charge à l'aller et au retour au pays à travers la mise en place d'un pont aérien pour le transport des supporters vers le Caire et la mobilisation de vingt-huit avions à cet effet, pour transporter quelque 4 800 supporters, dans la nuit de jeudi à vendredi, en veillant, dans la répartition des vols, à donner la chance à tous les citoyens à

travers l'ensemble du territoire national, notamment ceux des wilayas du Sud, pour faire le déplacement et encourager l'équipe nationale. A cet effet, une cellule de coordination au niveau du Premier ministre sera créée et supervisée par le chef de cabinet du Premier ministre. Composée de représentants de toutes les parties concernées, la cellule est chargée du suivi des différents préparatifs et étapes de déplacement des supporters jusqu'à leur retour au pays. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a été chargé, en coordination avec la Fédération algérienne de Football (FAF), de prendre toutes les mesures de manière anticipative afin d'assurer un nombre suffisant des tickets pour le match de finale au profit des supporters de l'équipe nationale. Dans ce sens, Touring club Algérie a été chargé en coordination avec les services du ministère des Affaires étrangères de réactiver le même plan adopté auparavant pour la prise en charge de tous les aspects liés au déplacement des supporters (inscription, visa, tickets et déplacement au Caire) tout en leur réunissant les meilleures conditions durant leur séjour au Caire.

## Jack Lang aux côtés des Verts

Le président de l'Institut du monde arabe (IMA), Jack Lang, a souhaité lundi «bonne chance» à l'équipe nationale algérienne de football pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019 qui se déroule en Egypte (21 juin-19 juillet). «Nous sommes nombreux aujourd'hui en France à partager la joie des Algériennes et des Algériens. Je leur souhaite bonne chance pour la superbe finale qui s'annonce face à nos amis du Sénégal», a indiqué le président de l'IMA dans un communiqué, félicitant les «Fennecs» pour leur «très belle qualification». L'Algérie s'est qualifiée dimanche soir

face au Nigeria (2-1), grâce à un coup franc sublime de Riad Mahrez dans le temps additionnel. Pour Jack Lang, cette victoire acquise, avec un coup franc plein de sang-froid à l'ultime minute du match, est «la victoire du courage et de l'abnégation», soulignant qu'au-delà du sport, c'est la réussite de «tout un peuple». «Au-delà du sport, c'est également la réussite de tout un peuple, qui se mobilise depuis des mois avec passion et générosité pour donner à l'Algérie la place qui est la sienne : celle d'un grand pays, fier de son histoire et riche de sa jeunesse», a-t-il conclu.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ouargla

## Annulation de plus de 140 titres de concession agricole

PAS moins de 144 titres de concession agricole de plus de dix hectares chacune ont été annulés depuis 2015 dans la wilaya de Ouargla, dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole, a-t-on appris mardi du bureau local de l'Office national des terres agricoles (ONTA). Cette opération d'assainissement, qui se poursuit, a ciblé des superficies agricoles attribuées au niveau des communes de Hassi Messaoud, Hassi Benabdallah, Ain El-Beida, El Hedjira, El Alia et N'goussa, où sont concentrées les surfaces dédiées aux cultures stratégiques, a-t-on précisé. Une surface globale de 26 331 ha a été ainsi récupérée à travers la wilaya de Ouargla et retirée à des

investisseurs n'ayant entrepris aucune initiative, après plus d'une année, concernant l'exploitation de ces surfaces agricoles. Plus de 200 dossiers de bénéficiaires des titres de la concession agricole ont été examinés durant cette période par la commission de wilaya chargée du suivi des projets d'investissement agricole, qui travaille en toute transparence pour atteindre les objectifs escomptés, a-t-on signalé à la direction des Domaines de Ouargla. Les terres récupérées seront réattribuées, selon des normes précises, aux promoteurs armés d'une volonté d'exploitation de ces terres, en vue d'éviter d'éventuels cas de défaillance, a-t-on souligné. R. Z.

Tlemcen

## Plus de 360 kg de kif traité saisis en juin

QUELQUE 366 kg et 237 g de kif traité ont été saisis durant le mois de juin dernier à Tlemcen, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Selon un communiqué de la cellule de communication, 43 affaires liées au trafic et à la commercialisation de drogue ont été traitées par les services de la police judiciaire durant le mois de juin dernier permettant la saisie de ladite quantité de kif traité et de 434 comprimés psychotropes.

78 individus impliqués

dans ces affaires ont été également appréhendés, a-t-on ajouté. Par ailleurs, 266 autres affaires concernant divers délits, notamment des agressions contre les personnes et les biens publics et d'autrui, ont été traitées par les services de police.

360 personnes ont été interpellées dans ce cadre, souligne-t-on dans le communiqué, ajoutant qu'un crime électronique impliquant un individu a été également enregistré durant la même période.

H. Y.

Tizi Ouzou

## 5 personnes blessées dans une collision entre trois véhicules

CINQ personnes ont été blessées dans une collision entre deux véhicules légers survenue dans l'après-midi de lundi sur la RN 25 à hauteur du village Maamar dans la commune de Draa El Mizan (35 km au sud de Tizi Ouzou).

Selon les indications fournies par la Protection civile, deux

véhicules légers sont entrés en collision avec un fourgon frigorifique causant des blessures à deux femmes âgées de 60 ans et 30 ans et trois hommes (25 ans, 26 ans et 33 ans).

Les victimes ont été transférées vers les urgences de l'hôpital de Draa El Mizan.

Hamid M.

## État des lieux de la jeunesse algérienne



Loumis

Djalou@hotmail.com

Cour suprême

## Abdelkader Benmessaoud mis en liberté provisoire

■ Le conseiller enquêteur près la Cour suprême à Alger a ordonné la mise en liberté provisoire du ministre du Tourisme et de l'Artisanat et ancien wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud, après avoir comparu hier dans le cadre de l'enquête sur l'affaire de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, a-t-on appris auprès de cette institution.

Par Asma S.

Pour rappel, en application des dispositions de l'article 573 du code de procédure pénale, le parquet général près la cour d'Alger avait transmis le 19 juin dernier, au procureur général près la Cour suprême, le dossier d'enquête préliminaire instruite par la Police judiciaire de la Gendarmerie nationale d'Alger, pour des faits à caractère pénal, à l'encontre de Mahieddine Tahkout et d'autres mis en cause, dans le volet relatif aux cadres et hauts fonctionnaires. Outre Abdelkader Benmessaoud, plusieurs autres personnes sont poursuivies dans cette affaire, à savoir, Ahmed Ouyahia, en sa qualité d'ex-Premier ministre, Abdelghani Zaalane, en sa qualité d'ex-ministre des Travaux publics et des Transports, Youcef Yousfi, en sa qualité d'ex-ministre de l'Industrie et des Mines, Abdelkader Zoukh, en sa qualité d'ex-wali d'Alger, Sif El

Islam Louh, en sa qualité de wali de Saïda en exercice, Djeloul Boukerbila, en sa qualité d'ex-wali de Saïda, Abdellah Benmansour, en sa qualité d'ex-wali d'El Bayadh, Mohamed Djamel Khenfar, en sa qualité de wali d'El Bayadh en exercice et Fouzi Benhocine, en sa qualité

d'ex-wali de Chlef et Skikda. Compte tenu de leurs fonctions lors des faits reprochés, les concernés bénéficient de procédures de privilège de juridiction consacrées par le texte de loi.

A. S./APS

RND

## Session extraordinaire samedi du conseil national

LE PARTI du Rassemblement national démocratique (RND) tiendra, samedi prochain à Alger, une session extraordinaire de son conseil national (CN) qui était prévue le 6 juillet en cours, a annoncé, mardi, le même parti. «Après le report de la session extraordinaire du CN, il a été décidé de l'organiser samedi 20 juillet 2019 au Centre international des conférences (CIC) à Alger, en réponse à la demande de plus des deux tiers des membres du CN», a précisé un communiqué issu de la réunion du Bureau national du RND. Le Bureau national a relevé

«avec satisfaction, une bonne préparation de cette session, à travers notamment la réunion de toutes les conditions pour la réussite de ses travaux», saluant, par cette occasion, «l'engagement dont ont fait preuve les membres du CN, outre l'attachement des militants à la continuité des actions des structures du parti, dans le cadre de l'unité et de la discipline, au service de l'intérêt national mais aussi pour adhérer au processus de consolidation des institutions de l'Etat», souligne le communiqué.

M. O.

Nigeria

## 10 marins turcs enlevés par des hommes armés

DIX membres de l'équipage d'un navire cargo battant pavillon turc ont été enlevés, lundi soir, par des hommes armés au large du Nigeria, a rapporté mardi l'agence de presse turque Anadolu. «Il y avait 18 marins à bord du navire du Paksoy-I au moment de l'attaque», a précisé aux médias un responsable de l'entreprise «Kadioglu Denizcilik» qui gère le navire, confirmant

l'information de l'enlèvement. «Les marins turcs ont été enlevés par des assaillants armés», a précisé l'agence Anadolu. «Le cargo naviguait à vide entre Douala (Cameroun) et Abidjan lorsqu'il a été attaqué par des pirates au large du Nigeria. Personne n'a été blessé lors de l'enlèvement», selon un communiqué de Kadioglu Denizcilik, cité par le site d'informations en ligne Haberturk. Le porte-

parole du parti AKP au pouvoir en Turquie, Amer Celik, a pour sa part affirmé lors d'une conférence de presse télévisée qu'un navire turc avait été «saisi au large du Nigeria, avec des membres d'équipage turcs à son bord». Il a ajouté que les autorités turques suivaient de près le dossier, sans fournir davantage de détails. Les enlèvements pour rançon sont fréquents au large du Nigeria, quoi-

qu'en diminution. Le premier producteur de pétrole d'Afrique a fait état de 14 attaques de piraterie au premier trimestre de cette année, contre 22 pour la même période l'an dernier. Le Bureau maritime international (BMI) attribue cette baisse à la mobilisation d'un plus grand nombre de navires militaires contre les pirates.

K. L.